

**CDAS 44**  
DU 13 JUIN 2019

**DÉCLARATION  
LIMINAIRE**



**Solidaires** finances

**CDAS  
DU 13 juin 2019**

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
Finances  
Publiques 44  
Section de la Loire-Atlantique

**Solidaires** DOUANES

**Solidaires** CCRF & SCL

**Solidaires**  
**Sud**  
INSEE

**Sud** Centrale  
**Solidaires**

**Solidaires** I.D.D.

## Déclaration liminaire

Madame la Présidente

Dans un contexte d'incertitude pour l'ensemble des fonctionnaires, nous regrettons un certain manque de dialogue voire de communication entre les agents et les services des ressources humaines. Ces manquements sont d'autant plus incompréhensibles que les besoins en matière d'action sociale et de soutien aux agents tendent à augmenter tant en quantité qu'en qualité.

A titre d'exemple, même si les décrets d'application de la loi ELAN ne sont toujours pas parus, le texte en lui-même présage du pire concernant l'attribution des logements sociaux pour le ministère des finances. Quid de la Douane dont les agents participent à la mission de sécurité intérieure comme le rappelle les articles L111.2 et L113. Du code de la sécurité intérieure ? Si même les agents assurants des fonctions de sécurité ne sont pas garantis quant à leurs droits à l'accès au logement social, que dire pour les autres agents dont les missions ne sont pas jugées « prioritaires » ?

Sur le point de la restauration la dérive de l'audit interne vers des notions de rentabilité et de productivité éloigne l'Agraf de sa vocation sociale, tend à favoriser le recours à la restauration rapide, pour ne pas dire la malbouffe.

Pour le titre restaurant; sans remettre en cause le principe et le service rendu aux agents, nous dénonçons le manque d'implication du ministère quant à la revalorisation de la valeur du titre restaurant qui ne correspond pas à la réalité du marché pour un repas équilibré.

Les évolutions à venir là aussi nous laissent présager du pire avec la fin des trois éléments de repas, le développement des espaces individuels et de vente à emporter, qui précarisent le repas soit-disant à la française.

Loin des politiques affichées de développement du bien être au travail, la réalité des agents est tout autre. Sédentarisation, malbouffe, perte du lien social et stress quant à leur avenir.

**Pour résumer, l'action sociale au ministère se serait « mange debout et couche dehors » !**